

Lutte de classe

Comment le POI tente de légitimer le PS et soutient le régime.

Ne lisez pas le dernier éditorial d'*Informations ouvrières* (n°20), il ne vous est pas destiné.

« *Faut-il aider le gouvernement à accélérer les contre-réformes ?* ». Question stupide s'il en est !

A travers cette question, de qui le POI parle-t-il, à qui peut-il bien s'adresser ?

Patience, la réponse arrive immédiatement.

« *Faut-il l'aider, en s'abstenant de manière favorable sur le plan des 360 milliards d'aide aux spéculateurs, comme l'a fait le Parti socialiste la semaine dernière ?* ». Ils ne peuvent pas d'en passer, du PS !

Une question intéressante que ne pose pas Gluckstein et qu'il ne posera pas : pourquoi le PS est-il favorable à ce plan ? Autre question qui nous vient spontanément à l'esprit : quel est la nature d'un parti qui soutient un tel plan ? Dernière question à laquelle des dirigeants du PS ont déjà répondu : le PS aurait-il adopté un autre plan s'il avait dirigé le gouvernement ?

Réponses : le PS est favorable à ce plan parce qu'il soutient le capitalisme, en tant que parti bourgeois rien de plus normal, et s'il avait dirigé le gouvernement, il aurait adopté l'attitude qui fut toujours la sienne (1981-1995) en bon gestionnaire de la société pour le compte du capitalisme.

Qu'y a-t-il à attendre d'un parti qui mène quotidiennement le combat contre la classe ouvrière dans les rangs du gouvernement et dans les institutions de la Ve République ?

A la question, quels intérêts défend et représente le PS, la réponse est très claire et se passe de commentaires : il est résolument ancré dans le camp de nos ennemis de classe, son camp naturel.

Dès lors que le prolétariat n'a absolument rien à attendre d'un tel parti, ne faudrait-il pas considérer toute démarche en direction de ce parti comme le produit de la collaboration de classes nourrissant l'illusion que le plomb pourrait se transformer en or pas ces temps difficiles ?

Le POI et le PS ont en commun la volonté que Sarkozy engage un plan de relance en faveur des travailleurs, qui leur permettrait de mieux supporter la crise du capitalisme au lieu de le combattre pour ensuite l'abattre. Plan de relance, qui, s'il voyait le jour, profiterait de préférence aux classes moyennes et à la petite bourgeoisie, le fond de commerce commun au PS et au POI qu'ils se disputent pour assurer la paix sociale.

Faire croire que le PS pourrait être autre chose que ce qu'il est, revient à légitimer la place qu'il prétend occuper en s'exprimant au nom des travailleurs et du socialisme, cela revient à couvrir sa politique et à soutenir le régime en place.

Cette entreprise de nature réactionnaire est à mettre en relation avec celle qui consiste à faire croire que si une autre politique était possible dans le cadre des institutions de la Ve République, elle pourrait être favorable au combat du prolétariat, alors qu'en réalité, elle aboutirait uniquement à resserrer les liens qui le maintiennent enchaînés au capitalisme. Voilà le véritable objectif de la politique du POI qu'il partage avec le PS.

Le POI est fondamentalement un parti petit-bourgeois réformiste contre-révolutionnaire qui n'a aucun lien ou rapport avec le marxisme.

Quand Marx et Engels se réjouissait de voir la société capitaliste s'écrouler lors de crises, ils savaient pertinemment que c'était la classe ouvrière qui serait la plus durement touchée par ses crises, tout comme j'en ai parfaitement conscience. Ils ne souhaitaient évidemment pas qu'elle souffre davantage pas plus que je ne le souhaite.

A la différence des trotskistes de salon du POI, en tant que dirigeants du mouvement ouvrier, Marx et Engels étaient capables d'assumer leurs responsabilités, ils avaient conscience que sans une aggravation brutale de la condition de vie et de travail de la classe ouvrière, elle serait incapable de s'élever au niveau des

tâches historiques qu'elle avait à accomplir, qu'elle serait incapable de se mobiliser massivement pour remettre en cause l'ordre établi.

Pour Marx et Engels, l'objectif de la lutte de classe du prolétariat, la prise du pouvoir, l'emportait sur le mouvement spontané des masses qui les poussait à se contenter de la satisfaction de leurs revendications immédiates. Ils savaient qu'une fois satisfaites, elles deviendraient des obstacles sur la voie de leur mobilisation devant aboutir à poser directement la question du pouvoir. Ils ne concevaient toute avancée sociale que dans cette perspective, encore fallait-il la poser clairement pour que le prolétariat s'en saisisse.

Le seul moyen d'atteindre cet objectif était que la situation sociale se soit détériorée au point qu'il serait devenu impossible de poser une revendication économique ou sociale sans que s'impose immédiatement la question du pouvoir politique. C'est la conjonction des deux qui permettait de transformer une situation de crise sociale en situation prérévolutionnaire, puis révolutionnaire.

Marx et Engels, tout comme Lénine, n'ont jamais dévié d'un millimètre de cet objectif, pas un instant ils ont tenu un autre discours ou préconisé une autre méthode pour dresser le prolétariat contre la bourgeoisie. Le POI s'emploie à éviter que cette situation prenne forme, il la craint autant que Schivardi craint la révolution. C'est dans ce sens que le POI est un parti contre-révolutionnaire et qu'il soutient le régime. La suite le confirme amplement.

« *De tous les secteurs de la classe ouvrière, monte une exigence qui tend à rassembler en un mot d'ordre* », vous vous dites qu'il va proposer une issue politique à la crise du capitalisme, pas du tout : « *l'action de classe unie pour faire reculer le gouvernement* », pas pour chasser Sarkozy ou en finir avec les institutions, pauvre d'esprit que nous sommes, vaut mieux laisser désarmer politiquement la classe ouvrière face à la crise, si elle croupit dans un bain d'ignorance, c'est forcément parce que sa conscience politique est incapable de s'élever au-dessus du niveau misérable qu'elle a atteint, à quoi bon essayer de l'en sortir si tel était vraiment le cas, ce que les nombreux témoignages contredisent, plaçons-nous au même niveau pour montrer que nous ne sommes pas coupés des masses, noble et criminelle intention en vérité.

Le POI un parti indépendant ? Mais un véritable parti ouvrier indépendant appellerait à chasser Sarkozy, à liquider les institutions, à exproprier les banquiers et les capitalistes et non à le « *faire reculer* » uniquement ce qui revient en réalité à s'aligner sur la position du PS (et du PCF).

On peut évidemment admettre que le gouvernement pourrait être amené à reculer sur certaines questions, mais pour que la classe ouvrière en tire profit, faudrait-il encore que ce recul s'inscrive dans une perspective politique qui lui permette d'élever son niveau de conscience politique, or il n'en est pas question avec le POI dont la politique s'inscrit résolument dans le cadre de maintien du gouvernement et des institutions en place.

Comme élément complémentaire aux arguments que j'ai avancés contre la politique du POI, on pourrait rajouter ce témoignage que rapporte ce parti à la page 3 dans le cadre de la préparation de sa conférence pour l'unité : « *les organisations syndicales sont « le seul rempart progressiste capable aujourd'hui de défendre les intérêts des salariés* » », autrement dit, le combat contre le gouvernement et les institutions, contre le capitalisme et les patrons ne doit en aucun cas être un combat politique, mais doit rester dans les limites du syndicalisme, du trade-unionisme, Sarkozy et le Medef en tremblent d'avance. Et IO d'ajouter, ne vous marrez pas c'est sérieux et dramatique à la fois : « *L'indépendance des organisations syndicales est bien l'enjeu central de toute la situation. « L'unité, oui, mais contre la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon », conclut-il* », ils ont raison de le rapporter, car on était pris d'un doute affreux !

Un autre élément trouvé dans cette page, le mot d'ordre avancé par le POI « *Blocage immédiat de tous les licenciements !* ». Sans proposer la moindre perspective politique ? Question : qui d'autre qu'un gouvernement ouvrier révolutionnaire s'appuyant sur la mobilisation des masses pourrait décider une telle mesure ? Personne. Pourquoi le POI ne le dit-il pas ? Parce que ce n'est son objectif qu'en parole, pour semer des illusions dans la tête des travailleurs sur le régime ? Et après ils se permettent d'attaquer la LCR qui prône « *une autre répartition des richesses* » sans remettre en cause les institutions ! Que font-ils d'autre ?

On pourrait prendre un part un tous les mots d'ordre ou toutes les positions du POI - comme je le fais depuis plusieurs années déjà, et on aboutirait au même constat.

Un petit dernier à la page 8, « *Retrait du plan de 360 milliards pour les spéculateurs* » : pour interdire à Sarkozy de verser ces milliards aux spéculateurs, une seule solution : il faut le chasser et en finir avec les institutions de la Ve République ! Les travailleurs doivent prendre le pouvoir politique et exproprier les capitalistes. Question : pourquoi le POI ne le dit-il pas ?

Que disent les travailleurs les plus conscients, page 9, lors d'une réunion à Toulouse : « *Un participant prend la parole* : « (...) Il faut exproprier ces spéculateurs » », bravo mon garçon, tu n'as pas de mal à être plus révolutionnaire que Schivardi qui participait à cette réunion, et le POI ! Ah, toujours à la traîne ces partis ouvriers !

Dans une contribution de militants dont au moins un du POI, page 9, on peut lire que sur le plan politique les travailleurs n'ont rien à attendre du POI, cela paraît incroyable mais vrai : « *En l'absence d'alternative politique au système capitaliste* », mais alors pour quoi le POI se bat-il si ce n'est pour constituer cette « *alternative politique* » au régime en place ? La réponse tombe : « *les travailleurs doivent se rassembler dans la lutte contre le grand capital, seul outil pour créer une alternative* », le même discours qu'au PCF, à la LCR ou LO, la lutte, la lutte, la lutte, mais surtout pas de politique, cela brûle les doigts !

Pire, il voudrait recréer la même situation qu'après-guerre pour que les capitalistes puissent à nouveau vaquer tranquillement à leurs affaires pendant des décennies : « *Dans un premier temps, comme l'a fait le gouvernement provisoire de la Résistance pour reconstruire le pays* », il devait vouloir dire le capitalisme français, vive la France !

Je vous passe la tarte à la crème de la Constituante qui suit, leur idéal, c'est la IVe République, le nôtre, c'est la République sociale !

J'avais prévu d'écrire un autre article sur la question des 360 milliards d'euros que Sarkozy et tous les partis présents à l'Assemblée nationale à travers leurs déclarations entendent verser aux banques, par manque de temps, je me contenterai d'en dire un mot ici.

Pour les mêmes raisons que je suis contre un plan de relance en faveur des travailleurs élaboré par Sarkozy, je suis contre le retrait du plan Sarkozy en faveur des banques qui ne pourra qu'alimenter la crise du capitalisme et préparer les conditions d'une crise encore plus gigantesque.

Imaginez un instant que Sarkozy mette en œuvre un plan de relance en faveur des travailleurs en dehors de toute perspective politique. Nous sommes bien dans cette situation-là, n'est-ce pas ? Pourquoi ne pas vouloir faire dire par avance aux travailleurs : merci monsieur le président de nous avoir sauvé de la déchéance qui nous attendait... Finalement, un tel plan ne pourrait que conforter le gouvernement et les institutions, il s'inscrirait donc en totale contradiction avec le combat du mouvement ouvrier qui est d'aider les masses à prendre conscience de la nécessité de le chasser et de les abolir. Vous ne voudriez pas que les travailleurs s'en prennent à leur bienfaiteur providentiel, non ?

En versant 360 milliards aux banques et aux entreprises, Sarkozy est parfaitement dans son rôle, il tient sa place, on ne lui demande rien d'autre, on devrait même se réjouir qu'il tombe le masque et qu'il soit obligé de cesser de se présenter comme un défenseur des intérêts des travailleurs, qu'il apparaisse comme le représentant des banquiers et des rentiers. Qu'il se présente comme l'ennemi du prolétariat ne peut que favoriser le combat contre le pouvoir en place et la radicalisation politique de la classe, pour nous c'est l'essentiel.

Que signifie le mot d'ordre de retrait du plan Sarkozy en faveur des banques, sinon : monsieur le président, versez plutôt cet argent aux travailleurs, renationalisez et cessez de privatiser, nous vous en serons éternellement reconnaissant, vous pourrez compter sur nous pour vous permettre de conserver le pouvoir au-delà de 2012 si vous le souhaitez, nous vous garantissons la paix sociale, allez, disons pour les 50 ans à venir...

Ce qui est extraordinaire, c'est que s'il ne versait pas cette somme colossale aux institutions financières, l'équivalent du budget de la France, dites-nous à qui d'autre pourrait-il les verser si ce n'est aux travailleurs sous une forme ou une autre ? Ah vous élaborez maintenant vos mots d'ordre et votre ligne politique à partir de « si », d'hypothèses complètement foireuses ou invraisemblables ! Voilà qui assurément mérite notre confiance !

Il y a encore une chose que nous voudrions que vous nous expliquiez.

Les trotskistes s'étaient prononcés contre le plan Marshall après guerre si je ne me trompe pas, pour certains cela correspondait à leur engagement politique au côté de la classe ouvrière, disons pour être bref, conformément au marxisme et au programme qu'ils défendaient à cette époque. Mais était-ce vraiment le cas de tous les trotskistes, on est en droit de se poser cette question quand on voit ce qu'ils sont devenus par la suite et ce que sont aujourd'hui leurs héritiers qui réclament 60 ans plus tard l'équivalent d'un plan Marshall, non ?

Entre temps, n'auraient-ils pas perdu quelque chose en cours de route, n'auraient-ils rien abandonné, n'auraient-ils rien renié ? En vieillissant on a la mémoire qui flanche et le cerveau qui ramollit mais à cette vitesse et à ce point là, c'est franchement préoccupant.